

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 14/11/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Partie nominative

SOCAMIL

Route de Mirepoix
11400 CASTELNAUDARY

Affaire suivie par : Lisa BARRIERE – Lionel PAYET
Téléphone : 04 48 18 59 09 - 05 62 30 27 22
Courriel : lisa.barriere@developpement-durable.gouv.fr
Lionel.Payet@developpement-durable.gouv.fr
Références : UID11/66-C1-2022-552
Code AIOT : 0006606395

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 25/10/2022 de l'établissement SOCAMIL implanté Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 CASTELNAUDARY. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.



Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :


- PAYET Lionel, Direction Risques Industriels, Dpt Risques Accidentels, inspecteur de l'environnement
- BARRIERE Lisa, Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales, Cellule C1, inspectrice de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Christophe DE NAYS CANDAU - Directeur général
Laurent BORNEUF - Directeur d'exploitation
Alexandre SAINT MARTORY - Directeur financier
Anthony OLIVE - Responsable maintenance
Frédéric VIDAL - Manager sécurité
Bertrand FRITZ - Chef de projet

Le courriel d'échange avec l'administration est : christophe.denayscandau@socamil.leclerc

Rédacteurs	
	
L'inspecteur de l'environnement Lionel PAYET	L'inspectrice de l'environnement Lisa BARRIERE

Vérificateur	Approbatrice
	
Le chef de l'unité inter-départementale Laurent DENIS	La cheffe du département risques accidentels Caroline CESCON

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 25/10/2022 de l'établissement SOCAMIL implanté Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 CASTELNAUDARY, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : État des matières stockées - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article : Annexe II - 1.4 - Point I - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015 article : 8.2.5 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Dispositions spécifiques aux cellules HBW et CPS - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2018 article : 9.1.2.1 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Installations électriques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015 article : 8.3.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Systèmes de détection et extinction automatiques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015 article : 8.3.4 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Protection contre la foudre - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015 article : 8.4.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Vérification périodique et maintenance des équipements - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015 article : 8.5.3 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Tableau des rubriques autorisées - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/07/2017 article : 1 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Par ailleurs, les quantités présentes de substances et mélanges dangereux pour l'environnement classerait l'établissement au statut Seveso Seuil Bas par la règle de cumul. La société SOCAMIL ne dispose pas de l'autorisation préfectorale requise en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement pour le stockage de telles quantités, notamment vis à vis de la rubrique n°4001 de la nomenclature des installations classées. Dans ce cadre, l'inspection des installations classées vous informe qu'un PV de délit a également été dressé à l'encontre de la société SOCAMIL et envoyé à M. le Procureur de la république de Carcassonne.

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCAMIL

Route de Mirepoix
11400 CASTELNAUDARY

Références : UID11/66-C1-2022-552
Code AIOT : 0006606395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SOCAMIL implanté Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 CASTELNAUDARY. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAMIL
- Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 CASTELNAUDARY
- Code AIOT : 0006606395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'installation est un entrepôt de stockage de produits de grande consommation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'état des matières stockées
- Les moyens de lutte contre l'incendie
- Les vérifications périodiques et maintenance des équipements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 1.4 - Point I	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1-2 mois
4	Dispositions spécifiques aux cellules HBW et CPS	AP Complémentaire du 10/04/2018, article 9.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Tableau des rubriques autorisées	AP Complémentaire du 19/07/2017, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Matières dangereuses	AP Complémentaire du 10/04/2018, article 9.1.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un suivi plus rigoureux par rapport à la réglementation environnementale est nécessaire et

l'exploitant devra notamment :

- compléter son état des stocks afin que toutes les informations requises y soient présentes ;
- lever toutes les observations présentes dans les rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie, des équipements électriques, du système de détection incendie et des installations de protection contre la foudre ;
- mettre en place un registre pour tracer les vérifications périodiques de maintenance des équipements ;
- réaliser un exercice de défense contre l'incendie (partie entrepôts) et des exercices d'évacuation réguliers ;
- se mettre en conformité vis à vis de l'arrêté préfectoral encadrant le site en déposant un dossier de régularisation des quantités stockées. En tout état de cause, dans l'attente de la régularisation du site, l'exploitant diminuera ses quantités stockées pour revenir en dessous des seuils autorisés.

La visite terrain a toutefois montré une bonne tenue générale du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - 1.4 - Point I
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.4. Etat des matières stockées</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état des matières stockées, - l'état synthétique des produits présents au sein de l'installation, - deux fiches de données de sécurité de produits dangereux (eau de javel et colle néoprène). <p>L'état des matières présenté manquait de précision et notamment il ne prenait pas en compte les doubles classements (exemple : colle néoprène possédant deux mentions de danger Seveso) ainsi que la localisation des produits.</p> <p>L'exploitant devra compléter l'état des matières stockées ainsi que l'état synthétique, afin que toutes les informations requises y soient présentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois
N° 2 : Matières dangereuses
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2018, article 9.1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles, ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Les aérosols sont notamment stockés dans des cases ou palettes grillagées, d'une tenue au feu suffisante, pour prévenir les projections. Les huiles sont regroupées au sein de la cellule CPS avec environ 500 palettes de volume unitaire de contenant de 5 l au maximum.
Constats : L'exploitant a précisé à l'inspection que les aérosols étaient bien stockés dans des cases grillagées et que les huiles étaient stockées dans la cellule CPS. La visite terrain a permis de constater la présence de ces produits aux endroits indiqués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ; - Un dispositif d'extinction automatique pour toutes les cellules, alimenté par une réserve d'eau de 1 480 m³; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. ; - de 4 poteaux d'incendie normalisés externes (2 poteaux sur le réseau d'eau potable, 2 poteaux sur le réseau d'eau brute BRL) pour lesquels l'exploitant doit s'assurer périodiquement auprès de leur gestionnaire que le débit en simultané de ces 4 poteaux atteint au minimum 240 m³/h ; - de 2 poteaux d'incendie internes connectés aux réseaux extérieurs (1 poteau sur le réseau d'eau potable, 1 poteau sur le réseau d'eau brute BRL) ; [...] - des robinets d'incendie armés (RIA) normalisés judicieusement répartis ; [...] <p>Un plan d'opération interne est établi par l'exploitant; ce plan intègre l'alerte du gestionnaire de l'autoroute situé à proximité de manière à prévoir des messages de prévention, et en cas de nécessité une fermeture du tronçon de l'autoroute entre les sorties d'autoroute situées en amont et en aval de Castelnaudary.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de toute partie d'entrepôt relevant de la 1510, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan d'opération interne. Il est renouvelé tous les deux ans.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection plusieurs rapports d'intervention concernant les moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>- <u>Extincteurs</u> :</p> <p>Plusieurs rapports d'intervention du mois de février 2022 de la société CHUBB font état de plusieurs extincteurs défectueux (exemple rapport du BÂTIMENT B / BAZAR : 5 / 127 appareils défectueux).</p> <p>L'exploitant a précisé que ces constats avaient été pris en compte mais n'a pas été en mesure de le prouver le jour de l'inspection.</p> <p>- <u>Poteaux incendie</u> :</p> <p>Le rapport de contrôle technique périodique des points d'eau incendie du 19/05/2022 de la société VERITAS fait état d'observations et notamment d'une fuite au niveau du PI N°14.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de prouver la prise en compte des observations.</p> <p>Par ailleurs, lors du prochain contrôle, l'exploitant devra relever la mesure des débits lors de l'utilisation simultanée de 4 poteaux incendie dans les conditions décrites dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>- <u>Désenfumage</u> :</p> <p>Les rapports d'intervention sur les équipements de désenfumage d'avril 2022 de la société CHUBB fait état de plusieurs observations. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de prouver la prise en compte des observations.</p> <p>L'exploitant devra prendre en compte et lever toutes les observations présentes dans les rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie sous 1 mois.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le Plan d'Opération Interne de janvier 2022.</p>

L'exploitant a précisé qu'il échangeait régulièrement avec les équipes de pompiers locales qui étaient déjà venues sur le site. Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie.
L'exploitant devra réaliser , dans un délai de 2 mois, un exercice de défense contre l'incendie, notamment sur la partie des entrepôts de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 et 2 mois

N° 4 : Dispositions spécifiques aux cellules HBW et CPS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2018, article 9.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Du fait de la faible stabilité au feu de la structure et de l'impossibilité pour les services de secours de pénétrer à l'intérieur sans le risque d'être exposé à l'effondrement de la structure, l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour parvenir par lui-même à l'évacuation des personnes présentes à l'intérieur de ces cellules dès la détection d'un incendie avec des tests réguliers pour en vérifier l'efficacité dont un premier avant la mise en exploitation des cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alarme sonore et visuelle déclenchée dans tout le bâtiment par les dispositifs de détection haute sensibilité et par les systèmes d'extinction automatique d'incendie et report de ces alarmes également sur un dispositif individuel équipant le personnel intervenant dans les cellules HBW et CPS, - procédures d'agrément des personnes pouvant entrer, d'intervention, d'évacuation (insistant sur l'obligation d'évacuation même si les conditions ambiantes apparaissent acceptables) et de levée de doute, - formations spécifiques et adaptées du personnel pénétrant dans les cellules HBW et CPS, <p>[...]</p>
<p>Constats : La visite terrain a permis d'assister à l'intervention d'un personnel dans la zone des transstockeurs pour lever une anomalie remontée par le système.</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de formation au travail en hauteur et le permis de travail pour les activités dans la zone des transstockeurs du personnel qui est intervenu.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de compte-rendu d'exercice d'évacuation dans les différentes zones du site et notamment dans la zone des transstockeurs.</p> <p>L'exploitant devra réaliser des exercices d'évacuation réguliers et tenir à disposition de l'inspection un registre des exercices effectués et les éléments permettant de vérifier leur efficacité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs rapports de vérification électrique de juillet 2022 de la société VERITAS qui fait état de plusieurs observations dont certaines déjà signalées en 2021. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de prouver la levée de ces observations. L'exploitant a présenté le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge de juillet 2022 de la société VERITAS qui font état de la présence de 3 défauts qui pourraient entraîner un risque d'incendie. L'exploitant devra lever l'ensemble des observations présentes dans les rapports de vérification électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de maintenance préventive du système de détection incendie du 24/04/2022 de la société SIEMENS qui fait état d'un défaut de l'aspirant bâtiment D. Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de prouver la prise en compte de l'observation. L'exploitant devra prendre en compte et lever l'observation du rapport de maintenance du système de détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur. au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté plusieurs rapports de vérification complète des installations de protection contre la foudre datant de juillet et septembre 2022 réalisés par la société VERITAS. Ces rapports font état de plusieurs observations dont certaines déjà signalées en 2021 comme la mise en place d'un parafoudre de type II dans plusieurs bâtiments. L'exploitant précise qu'il doit faire un point avec le constructeur et la société VERITAS sur le sujet car il n'avait pas eu d'observation lors d'un contrôle précédant réalisé par la société DEKRA.</p> <p>L'exploitant devra lever les observations présentes dans les rapports de vérification complète des installations de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (portes coupe-feu par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté plusieurs rapports de vérification périodique de maintenance des matériels de lutte contre l'incendie et des installations électriques. L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection de registre de suivi de ces vérifications ni d'éléments montrant les suites données à ces vérifications.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place un registre sur lequel sera mentionnées les vérifications périodiques de maintenance des équipements ainsi que les suites données à ces vérifications.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Tableau des rubriques autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/07/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des rubriques autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau listant les rubriques autorisées
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son état des stocks. Les quantités stockées étaient supérieures aux seuils des quantités autorisées pour les rubriques 1450, 4320, 4510 et 4511 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1450 : rubrique non listée dans l'arrêté. Quantité stockée = 7.39 T (Autorisation) • 4320 : Déclaration, quantité max = 49.67 T. Quantité stockée = 51.4 T (Déclaration) • 4510 : Non Classé, quantité max = 15.81 T. Quantité stockée = 92.84 T (Déclaration avec Contrôle) • 4511 : Non Classé, quantité max = 30.86 T. Quantité stockée = 134.47 T (Déclaration avec Contrôle) <p>En considérant les quantités stockées, l'établissement serait de statut Seveso Seuil Bas par la règle de cumul. La règle de cumul qui entraine le statut de Seveso Seuil bas soumettrait également le site à la rubrique n°4001 de la nomenclature ICPE, rubrique non autorisée ce jour.</p> <p>L'exploitant a également précisé que les seuils des quantités autorisées pour chaque rubrique n'étaient pas intégrés dans son logiciel de stock et qu'aucune alerte de dépassement de seuil n'était implémentée.</p> <p>L'exploitant devra régulariser sa situation administrative, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement, dans un délai d'un an, - en ramenant les quantités de matières dangereuses stockées en dessous des seuils autorisés et s'assurer en permanence de la gestion de ses stocks, notamment par la mise en place de dispositif permettant de ne pas dépasser les seuils des quantités autorisées, sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : respectivement 2 mois et 1 an